

La dette à perpète ? (p. 6)

COMMUNISTES

Leasing social, bonus écologique :
**« À quand une vraie
réforme pour changer
l'automobile ? » (p. 5)**



André CHASSAIGNE
Président du groupe Gauche démocrate et républicaine - Nupes

Vidéo

**« Madame
la première
ministre,
n'ajoutez pas le
déhonneur à la
compromission »**

Foutage

On devrait conserver ce numéro du Figaro Économie du 13 décembre pour les stages de formation. Quand il sera question d'exploitation capitaliste par exemple. Page 24, en effet, on trouve un titre sur six colonnes : « Pourquoi il y aura moins d'augmentations générales cette année ». Et trois pages plus loin, toujours sur six colonnes, autre gros titre : « Le CAC 40 propulsé vers les sommets ». Sans blague. Le premier article explique que les patrons seront moins généreux cette année, à cause de la crise bien sûr (sans parler de l'Ukraine, etc.) et il se conclut ainsi : « Il faudra aux patrons une bonne explication (aux salariés) pour faire accepter leurs propositions salariales ». En bon français, cela s'appelle du foutage de gueule. ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

**“Donner les moyens
au PCF d'intervenir”**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives,
faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >



Dessin de 2018 publié dans
le livre « Je suis Razan »
disponible auprès
des éditions Arcane 17

Chantal Montellier

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

*“Donner les moyens
au PCF d'intervenir”*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



**CommunisteS reprend
sa publication
mercredi 10 janvier 2024.
Nous vous souhaitons
de bonnes fêtes.**

Un mois de décembre pas tout à fait comme les autres

Les communistes de Tarn-et-Garonne recevaient Fabien Roussel et Léon Deffontaines durant deux jours denses et riches de rencontres.

À peine le pied en terre Occitane, c'est du côté de Montech que Fabien Roussel, renouant avec une tradition républicaine et de respect réciproque, est allé à la rencontre des élu-es du département. Plusieurs maires, conseillers départementaux et régionaux avaient répondu présents. Un échange à bâtons rompus sur la difficulté aujourd'hui pour les élus de proximité de faire vivre leurs territoires ruraux du fait du désengagement de l'État.

Poursuivant sa visite, c'est sur la zone Grand Sud Logistique que Fabien Roussel a pu rencontrer des salarié-es après la visite d'un entrepôt. Cette zone compte 2 500 salarié-es réparti-es dans 80 entreprises. C'est aujourd'hui un des bassins d'emploi le plus important de Tarn-et-Garonne, d'autant que l'implantation de nouvelles entreprises à l'instar de Decathlon est attendu dans les prochains mois. À terme, cela pourrait représenter 2 000 salariés de plus. Or, si de nombreux et nombreuses salariés viennent chaque jour y travailler, souvent intérimaires, il n'existe aucune infrastructure en termes de transport, de restauration commune aux entreprises ou de locaux pour que puissent se réunir les syndicats, alors même qu'elles étaient prévues en 2010, lorsque le projet de la zone a vu le jour. La pénibilité, les conditions de travail ainsi que les salaires qui, sans les primes ou les heures supplémentaires, ne permettent pas de vivre dignement ont largement été évoquées au cours de la rencontre, l'occasion pour rappeler que les communistes demandent l'indexation des salaires sur l'inflation.

Quelques heures plus tard, c'est à Montauban que débutait la réunion publique. C'est dans une salle bondée de Tarn et Garonnais mais aussi de militant-es venu-es des départements voisins que Catherine Philippe, secrétaire départementale, accueillait Fabien Roussel accompagné de Léon Deffontaines, tête de liste communiste aux prochaines élections européennes.

Dans son introduction, Fabien Roussel a insisté sur la gravité des coups portés contre la démocratie par Macron et son gouvernement : « Nous vivons une crise démocratique sans précédent. Malgré le rejet majoritaire par les députés de la loi sur les migrations, il veut l'imposer coûte que coûte. Il court après la droite et l'extrême droite pour faire passer ses mauvais coups. »

Puis micro-baladeur dans la salle, le débat s'engage sans temps mort.



Les préoccupations exprimées portent notamment sur les enjeux sociaux, environnementaux et politiques. À chaque question, Fabien Roussel déroule avec conviction les principales propositions du PCF. À une interrogation sur la construction de l'autoroute A 69, le secrétaire national exprime l'opposition des communistes à ce projet : « C'est aux citoyens de décider de leurs formes de luttes et d'organiser le rapport de force ». 'occasion pour Fabien Roussel d'expliquer les mesures positives de l'audacieux « Plan climat 2050 » présenté récemment par le PCF : « Nous voulons la justice sociale dans un environnement protégé ». Répondant à l'intervention d'une agricultrice, il martèle que pour défendre notre souveraineté alimentaire, nous avons besoin de nombreux paysans avec des revenus décents pour vivre : « C'est pourquoi nous demandons une juste répartition des marges entre producteurs paysans, intermédiaires et grandes surfaces. »

Cette soirée, qui aura réuni 500 personnes, fera date en Tarn et Garonne. Après la réunion publique du mardi, Fabien Roussel et Léon Deffontaines

ont poursuivi leur déplacement en Tarn et Garonne en se rendant à la centrale nucléaire de Golfech. Dès leur arrivée, le directeur du site a accueilli et accompagné la délégation tout au long de la visite. Près de 1 000 salariés, dont 250 appartenant à des entreprises partenaires, permettent la production de 50 % de l'électricité en Occitanie. Trois heures de visite plus tard, la délégation rejoignait les communistes de la section Castel-Moissac qui avaient organisé une rencontre avec les salariés de l'énergie autour d'un buffet. Une quinzaine d'agents étaient présents aux côtés des militants. À cette occasion, Fabien Roussel a redit son soutien aux syndicalistes de l'énergie assignés en justice et a rappelé que l'énergie nucléaire ainsi que l'hydraulique étaient les seuls moyens de réduire drastiquement notre empreinte carbone tout en fournissant de l'électricité avec fiabilité. ✪

Catherine Philippe
secrétaire départementale

Unité du monde du travail : la boussole des communistes

Remettre la lutte des classes au centre du débat

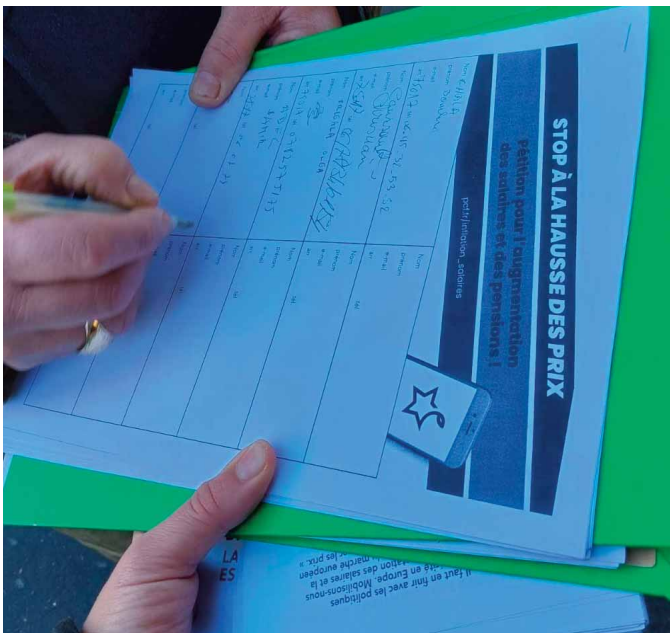
De la guerre à Gaza jusqu'aux instrumentalisation sordides de la mort du jeune Thomas C, le climat politico-médiatique était déjà nauséabond. S'engage maintenant une nouvelle bataille : après le Sénat, c'est à l'Assemblée nationale que débutait hier l'examen du projet de loi Immigration.

Nos député.es seront en effet pleinement mobilisés pour mener la bataille parlementaire et combattre ce projet de loi mortifère qui pousse la droite et l'extrême droite aux pires surenchères. Fortes de cette même volonté, nos sections locales parisiennes étaient pleinement mobilisées ce samedi devant les Lidl de Paris pour écouter les préoccupations de nos concitoyen.nes et porter nos revendications sur le pouvoir d'achat. Nous y avons fait signer notre pétition nationale contre la vie chère et distribué nos tracts sur le pouvoir d'achat. Au total, l'initiative fédérale a mobilisé une cinquantaine de camarades de 10 sections de Paris (10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e et 20e arrondissements) et fait suite à l'action francilienne Stop galère du 7 décembre dans laquelle notre Fédération s'était fortement engagée (23 tractages et 11 sections mobilisées).

Loin de la division totalement factice entre un "nous" et "les autres" que tente d'imposer nos adversaires, c'est au plus proche du terrain et des préoccupations populaires que se trouvent les communistes. Nous gardons en effet comme boussole de démontrer l'unité de notre classe, celle du travail. Car si beaucoup des personnes rencontrées expriment fatalité et désespoir, les retours de terrain restent généralement bons et les mots encourageants : « si c'est un tract du PCF, alors je prends ! », « merci à vous d'être là », « continuez ce que vous faites ». La pétition est ainsi un bon support pour garder le lien avec celles et ceux qui voudraient être tenus informés de nos prochaines initiatives (café politique, vœux, formation, réunion, etc.) et en vue des prochaines élections européennes.

Et alors que les prix ne cessent d'augmenter et que nos salaires plafonnent, la question du pouvoir d'achat – pourtant première préoccupation de nos concitoyens et concitoyennes – passe à l'as dans le débat public, effaçant par là même l'antagonisme principal de notre société : celui entre le capital et le travail. Et nous l'avons bien vu lors de notre action devant les Lidl de Paris, la question des salaires et du pouvoir d'achat fait le lien avec toutes nos autres campagnes locales et nationales : énergie, transports (Stop galère en Île-de-France), logement (encadrement des loyers à Paris), paix, etc. C'est donc déterminés, de nos quartiers à nos entreprises en passant par les institutions de notre République, que les communistes resteront pour déjouer le piège mortifère qui nous est tendu par nos adversaires. ✪

Fanny Chartier



Leasing social, bonus écologique : « À quand une vraie réforme pour changer l'automobile ? »

Le Président Macron vient lui-même d'annoncer les conditions de mise en œuvre du fameux « leasing social à 100 euros » et de l'attribution du bonus écologique pour 2024. Et comme souvent pour la politique environnementale du gouvernement, c'est « beaucoup de bruit et de com pour pas grand-chose ». Le leasing social ne concernera que 20 000 voitures en 2024 et 40 000 en 2025. Ce nombre est évidemment beaucoup trop limité puisqu'il ne représente, à terme, que 2 % des voitures neuves vendues.

Il faut un volume beaucoup plus important, donc un budget de l'État beaucoup plus important. Nous proposons que soit financées des aides pour au moins 200 000 véhicules par an avec un prix de revient de moins de 10 000 euros, en privilégiant la production en France. Ils pourraient être achetés à ce prix ou grâce à un prêt à taux zéro avec un apport de 100 euros par mois pendant 8 ans.

Ces aides doivent être concentrées sur ce qui doit être l'avenir de l'automobile électrique : des véhicules de tailles petites ou moyennes produits dans des pays utilisant des énergies décarbonées.

Les 79 modèles ouvrant au leasing social et au bonus écologique à partir de 2024 ne correspondent pas du tout à ce cahier des charges. On trouve des Mercedes, BMW ou Tesla, qui sont des véhicules chers et lourds, et pour beaucoup produits dans des pays utilisant des énergies très carbonées comme l'Allemagne.

Il faut des aides plus importantes, jusqu'à 10 000 euros, mais concentrées sur les véhicules



moins chers (40 000 euros maximum), moins lourds (1,7 tonne maximum) et qui privilégient la production dans des pays au mix énergétique peu carboné comme la France.

Il faut une vraie réforme du bonus écologique pour relancer l'industrie automobile française, et pas des semi-mesures qui ne changent rien ou presque. L'État en tant qu'actionnaire de Renault doit intervenir pour que la future Twingo électrique soit produite en France, à Flins, et non en Slovaquie.

Il n'y aura pas de relance de la filière automobile française sans de tels choix clairs. ✪

Fabien Roussel,

secrétaire national du PCF et député du Nord

Jacques Baudrier,

animateur du collectif Mobilité au PCF.

Paris, le 15 décembre 2023

Île-de-France

Les communistes toujours mobilisés contre la galère dans les transports !



Depuis plus d'un an, les militants communistes franciliens mènent sur le terrain la bataille pour des transports de qualité et publics dans leur région autour d'un mot d'ordre et avec un collectif politique et syndical : « Stop galère ! »

Le réseau de transports du quotidien souffre. Ses agents et ses usagers également. Cette situation est la conséquence de choix politiques néfastes faits par la présidente de région Valérie Pécresse. Maintien de la baisse de l'offre malgré le retour des voyageurs dans les transports après le Covid, économies comptables au détriment du service public, entêtement dogmatique de privatiser quoiqu'il en coûte les bus de la grande couronne puis de la RATP et les trains de banlieue... sont autant de choix libéraux qui plongent les usagers et les transports dans l'insécurité.

Plus la privatisation avance, plus les transports coûtent chers aux usagers qui verront leurs titres de transport à nouveau augmenter au 1^{er} janvier 2024.

Si le doublement des tarifs durant les JO a fait la Une, c'était pour mieux dissimuler une autre hausse, celle des transports du quotidien alors qu'ils se dégradent de plus en plus. L'accord signé dans la précipitation entre Pécresse et Beaugrenesse en septembre dernier ne règle rien aux financements des transports. Il les fait reposer sur des hausses tarifaires des usagers chaque année jusqu'en 2028 et réduit la part payée par les entreprises pour leur fonctionnement. Cet accord des droites est insuffisant et foncièrement injuste.

Jeudi 7 décembre, alors que le Conseil d'administration d'Île-

de-France Mobilités votait une nouvelle hausse du Navigo à 86,40€/mois au 1^{er} janvier 2024, les militantes et militants communistes étaient présents dans plus de 160 gares aux 4 coins de l'Île-de-France.

La colère des usagères et des usagers était palpable et encore plus importante qu'il y a quelques semaines. Si beaucoup d'usagers ont évoqué les JO c'était pour démontrer l'incohérence et les mauvais choix faits par la droite régionale. Ceux-ci pourraient amener à déshabiller les lignes de banlieue pour les lignes desservant les sites olympiques. En effet, en l'absence de revalorisation salariale suffisante des agents et d'abandon de la privatisation, dont le seul coût des bus historiques de la RATP est estimé à 4,9 Mds €, le recrutement en nombre suffisant pour produire une offre suffisante avant, pendant et après les JO est plus qu'incertain, voire impossible pour 2024.

Avec 17 réunions publiques déjà tenues, plus de 63 000 signatures de la pétition Stop galère, des tribunes réunissant jusqu'à 250 grands élus franciliens opposés à la privatisation et à la dégradation des transports en commun, le collectif Stop galère, animé par les 8 fédérations communistes et le groupe régional Gauche communiste, écologiste et citoyen, poursuivra en 2024 la bataille pour des transports de qualité et publics. 2024 sera décisive pour les transports en Île-de-France. ✪

Céline Malaisé

présidente de la Gauche communiste, écologiste et citoyenne

Contre la dette à perpète

Éric Bocquet en appelle à la fin de la tutelle de la finance

Le sénateur communiste du Nord, Éric Bocquet, s'en dit convaincu : « Nous [la France] ne sommes pas condamnés à la dette "à perpète"... ». C'est ainsi qu'il conclut le livre justement intitulé *La dette à perpète ? qu'il a écrit cet été et publié en novembre.**

Après deux ouvrages consacrés à l'évasion fiscale, Éric Bocquet poursuit donc son œuvre pédagogique pour, cette fois, décortiquer le fonctionnement de la dette publique, pour la démystifier, pour, dit-il, « engager une véritable réflexion sur un mode alternatif de financement de l'État et de la société. »

Il le fait sur un peu plus de 90 pages très accessibles et divisées en une trentaine de chapitres qui sont autant de questions et d'explications sur le fonctionnement de cette dette dont l'essayiste Alain Minc prétend au contraire qu'elle devrait être à perpétuité. En cela le travail du sénateur est une pépite.

La démonstration commence fort avec un rappel des propos du président Macron qui, s'adressant à une infirmière le 5 avril 2018, lui affirmait : « Il n'y a pas d'argent magique. » Cette infirmière l'avait interpellé sur l'insuffisance des moyens alloués à l'hôpital public. Deux ans plus tard, la pandémie de Covid 19 change tout. « L'argent magique apparaît, l'État déverse des milliards pour financer les masques, les tests, les vaccins, mais aussi les entreprises (...) et les ménages (...) ». La suite est connue mais elle interpelle d'autant l'auteur pour qui : « Nous sommes nombreux à penser qu'il est temps d'engager un autre débat sur la dette publique en général », alors que celle-ci approche le seuil des 3 000 milliards d'euros.

Alors que les collectivités locales sont tenues de présenter chaque année un budget équilibré, le dernier budget à l'équilibre de la France remonte à 1974. Ce presque demi-siècle de dette publique n'empêche pas les discours officiels d'être anxio-gènes et de culpabiliser les citoyens. C'est ainsi qu'on leur impose la réforme des retraites, celle du chômage, etc. L'adoption de la réforme des retraites avec l'article 49,3 visait à « donner un "gage sérieux" aux marchés financiers qui investissent dans nos titres de dette publique », écrit Éric Bocquet.

Il est là, le « loup » : l'État est passé d'un système, le « Circuit du Trésor », consistant à financer les dépenses de l'État par des bons du Trésor à un système consistant à placer la dette de l'État sur les

marchés financiers. Voilà la marque incontestable du néo libéralisme qui nous domine depuis plus de 40 ans.

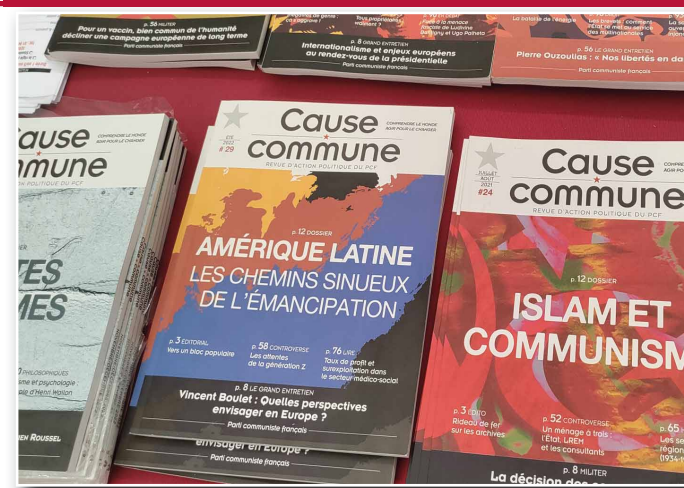
Dès lors, l'État étant soumis aux marchés financiers, la spirale devient infernale. La France a beau faire tous les efforts possibles, elle est comme un hamster qui fait inlassablement tourner sa roue sans résultat. La politique se fait sur les marchés financiers et la feuille de route veut qu'il nous faut travailler plus longtemps et se priver davantage. Les marchés financiers ont tout intérêt à ce que cela dure.

Pour Éric Bocquet, il faut refuser cette fatalité. « Il est temps, affirme-t-il, d'avancer vers les nouvelles sources de financement de l'État, des grands services publics, et des grands défis de notre temps. » Des moyens peuvent déjà être trouvés en s'attaquant aux niches fiscales et à l'évasion fiscale, en maîtrisant mieux les aides aux entreprises, en reconquérant la souveraineté de l'État. ❖

Philippe Allienne

* *La dette à perpète ?*, Éric Bocquet, Le Temps des Cerises, 16 euros.

Éric Bocquet, lors d'une présentation-débat de son livre devant les militants de Tourcoing, le 14 décembre. Photo : Marc Dubois



Solidaires de Cuba comme Cuba est solidaire des autres peuples

Samedi studieux à la fédération de Gironde pour lancer la campagne de solidarité avec Cuba : connaître son Histoire (rappelée par Alexandre) dominée par le colonialisme espagnol et le néo-colonialisme états-unien, histoire poursuivie par le rétablissement du pouvoir du peuple dans des institutions socialistes (détaillées par Jean), souligner l'échec des USA à soumettre Cuba et sa punition par l'agression criminelle du blocus (exposée par Franck), et son impact sur la réalité économique et sociale expliquée depuis Cuba (par Éric). Tout cela donne à mieux connaître et comprendre ce pays et ce peuple ; montre que le combat émancipateur de tous les peuples est solidaire, et que celui des Cubains sert celui des Français.

Rappelant les axes humanistes, anti impérialistes et politiques de la campagne de solidarité, Charlotte nous invite à voir les larges publics qui peuvent partager nos appels : à la solidarité alimentaire et médicale, à notre exigence au respect de la souveraineté de Cuba, comme de la France et de l'Europe, à l'application à Cuba du droit international, réclamé par 187 pays et bafoué par le blocus états-unien, et à l'application des résolutions des Nations unies. Des questions politiques qui doivent être articulées (et non oubliées), avec les autres luttes internationales et l'engagement de la campagne des élections au Parlement européen.

Les formes de solidarité concrète suscitent le débat d'abord à partir de l'existant, des formes de coopérations et d'échanges déjà menées par des syndicats, des associations, parfois avec les soutiens de collectivités locales. Il est notamment présenté la solidarité organisée entre établissements hospitaliers de Bordeaux et de La Havane pouvant déboucher sur des coopérations scientifiques, mais aussi l'organisation de voyages (comme celui de l'*Humanité*), les échanges culturels et sportifs (liés aux Jeux olympiques), l'envoi de machines-outils basiques pour produire sur place.

Un premier objectif pourrait être l'envoi d'un conteneur dans une coopération avec l'activité emblématique du port de Bordeaux. Le champ des solidarités est immense et seulement limité par les moyens humains mis en œuvre pour les mobiliser. D'où la volonté d'étendre le réseau, dès à présent sur le net, des « acteurs de la solidarité » et créer un comité de campagne départemental pour élargir la campagne. Mais tout ce qui peut être fait, aussi modeste soit-il, permet, au-delà d'alléger les difficultés du peuple cubain, de faire connaître sa situation (y compris dans les médias), de sensibiliser et de faire agir les collec-



tivités territoriales dans la solidarité matérielle, comme dans l'exigence de la fin du blocus. Sans oublier le réconfort apporté aux Cubains, et si important dans des moments de désespérance, de savoir qu'à 7 700 km des hommes et des femmes pensent à eux et se mobilisent en leur faveur. ✪

Jean Querbes



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM: PRÉNOM:

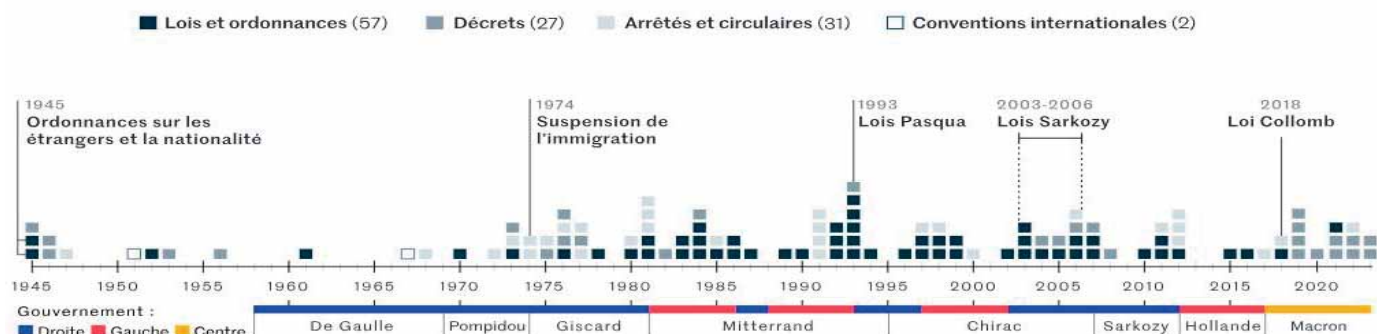
ADRESSE:

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Loi immigration, le sort des étudiant·e·s étranger·e·s toujours sur la table

117 textes majeurs sur l'immigration passés au crible



A lors que la loi immigration a subi un revers à l'Assemblée nationale, la voici maintenant débattue en commission mixte paritaire composée majoritairement de parlementaires de droite.

Ce passage en commission mixte risque de considérablement droitiser le texte et renforcer les articles concernant les étudiant·e·s étranger·e·s. En effet, un ensemble de dispositions dans le texte pourrait considérablement précariser les étudiantes et étudiants étrangers.

Depuis la loi Bienvenue en France, la situation s'était déjà largement dégradée. Venir étudier en France est devenu un sacrifice financier et la loi immigration n'arrange rien.

En effet, cette loi vise entre autres à automatiser les droits d'inscription majorés pour les non-ressortissants de l'Union européenne, dans le but de contraindre les universités et écoles qui ne l'ont pas encore appliqué, malgré les pressions gouvernementales et les suppressions de budget.

En outre, le Sénat propose que la délivrance de la carte de séjour soit « subordonnée au dépôt d'une caution par l'étranger » primo-arrivant, caution qui lui serait remise en cas de retour à son pays d'origine à la fin des études ou de changement de statut. La loi sti-

pule qu'au-delà des difficultés déjà existantes lors de la rénovation du titre, les étudiants devraient justifier le « caractère réel et sérieux des études ».

Enfin, le report de l'ouverture des droits aux prestations sociales non contributives à 5 ans de résidence stable et régulière, notamment pour les allocations familiales, logement et handicap, ainsi que les entraves à la rénovation d'un titre avec une même mention renforcent leur exclusion de l'ESR français.

Ces mesures sont en inadéquation totale avec l'ambition d'un ESR ouvert sur le monde. L'accueil d'étudiantes et d'étudiants étrangers constitue en réalité une chance pour notre système. Ils et elles participent au rayonnement de notre enseignement supérieur et permettent un enrichissement intellectuel sans égal.

L'ensemble de ces propositions sont inaudibles et sont des attaques au principe d'un ESR ouvert et accessible, donc gratuit, suivant le schéma classique de la casse du service public : l'offensive sur un public spécifique à des motifs divers représente une porte d'entrée pour faire régresser l'ensemble de droits sociaux. ✪

Léna Raud
secrétaire nationale de l'UEC



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mêl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA